

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

QUELQUES PRECISIONS SUR LA TRANSACTION RELATIVE A L'INDEMNITE

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA janv. 2016, n° EDAS-616004-61601, p. 3

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

QUELQUES PRECISIONS SUR LA TRANSACTION RELATIVE A L'INDEMNITE

DOMMAGES AUX BIENS — Lorsque l'indemnité due au titre du contrat d'assurance a donné lieu à une transaction entre l'assureur et l'assuré, le droit à exécution de celle-ci peut être transmis à l'acquéreur de la chose sinistrée. L'action en exécution de cette transaction est soumise à la prescription biennale.

Cour de cassation 2ème chambre civile, 19 nov. 2015, no 13-23095

Cass. 2e civ., 19 nov. 2015, n° 13-23095, F-PB

Un immeuble est partiellement détruit par un incendie. La propriétaire reçoit plusieurs acomptes de l'assureur avant de convenir avec lui d'un montant d'indemnité par le biais d'une transaction. L'immeuble est vendu au concubin du vendeur. Ce dernier réclame le versement de l'indemnité due en exécution de la transaction en faisant valoir qu'il est titulaire du droit sur l'indemnité en vertu d'une subrogation conventionnelle figurant dans l'acte de vente. Cet acte de vente ne sera pas produit.

La présente affaire révèle deux conceptions opposées de la transaction portant sur l'indemnité d'assurance. Pour la cour d'appel, la transaction sur l'indemnité est un accord spécifique dont les effets ne peuvent se produire qu'entre les parties. La spécificité de cet accord se prolonge d'ailleurs, selon elle, dans les délais pour agir et l'action en exécution de la transaction n'est pas soumise au délai biennal. La conception développée par la Cour de cassation est tout autre. Selon elle la transaction fait corps avec le droit qui en est l'objet. De cette conception se dégagent deux conséquences aboutissant à des solutions opposées à celles des juges du fond : le droit à l'exécution de cette transaction est transmis au nouveau titulaire des droits sur l'indemnité d'assurance (Cass. 1re civ., 3 avr. 2002, n° 99-21704). Ce droit est soumis au délai de prescription biennale (Cass. 2e civ., 3 oct. 1995, n° 93-12967 : Bull. civ. III, n° 331). Autrement dit, en l'espèce, l'acquéreur de l'immeuble est reconnu titulaire d'un droit pour se voir opposer la prescription de l'action !

L'arrêt de la Cour de cassation présente un autre intérêt. La décision de la cour d'appel est, en effet, cassée au visa de l'article 4 du Code de procédure civile. L'acquéreur n'avait pas démontré l'origine de son droit à subrogation conventionnelle, cependant, l'assureur avait exclusivement discuté l'effet de cette subrogation au regard de la transaction conclue avec le vendeur. La cour d'appel ne pouvait donc dénier la qualité à agir de l'acquéreur, considérée comme admise par l'assureur, sans méconnaître les termes du litige...